

et pourtant
elle tourne...

Europe occidentale : la fronde communiste

Quand il a dissous le Komintern, en 1943, pour rassurer ses alliés britanniques et américains, Staline ne doutait pas qu'il garderait la direction du mouvement communiste mondial. Il a expliqué son geste par le fait que, devenus adultes, les partis communistes n'avaient plus besoin d'une organisation internationale.

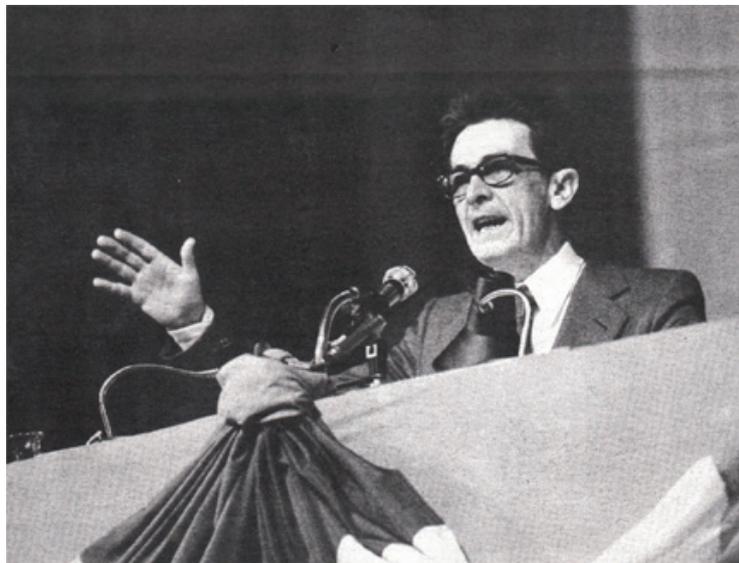
Argument d'opportunité ! Seule l'apparence a été modifiée. Le Komintern, traité dédaigneusement par Staline de « lavotchka » (petite boutique), a été relayé par la section des relations internationales du PCUS, dont le Komintern ne faisait qu'enregistrer et répercuter les consignes.

L'ironie du sort a voulu que l'apparence devienne l'essence, que l'argument spécieux s'incarne, à distance de trente ans, dans la réalité. Qui a cru tromper s'est trompé lui-même. Devenus adultes, les partis communistes, sauf ceux qui lui sont subordonnés par la force, rejettent la tutelle de l'Union soviétique et revendiquent leur droit à l'indépendance.

Le Komintern, comme son succédané, le Kominform, n'existe plus et le tout puissant PCUS connaît à son tour la limite de sa puissance. Une fois amorcé, le mouvement d'émancipation des partis communistes ne s'est plus arrêté.

Au contraire, les schismes se sont multipliés : la réforme titiste, l'apparent intégrisme maoïste, ont fait éclater en morceaux l'œcuménisme communiste. Rome n'est plus dans Rome ! Pékin défie Moscou après Belgrade et le polycentrisme, annoncé par feu Togliatti, gagne du terrain en Europe occidentale.

Les temps ont changé. On est loin de l'époque où les décisions du Komintern étaient contrai-



Enrico Berlinguer, Secrétaire du Parti Communiste italien

gnantes. Des congrès on est passé aux conférences, des consignes aux recommandations, d'une tactique, stratégie et théorie communes, à des tactiques variées, puis à des stratégies diversifiées, enfin à des différenciations programmatiques. Le monolithisme communiste, si fièrement affirmé, si jalousement gardé, a vécu...

une sorte de protestantisme

On se contente, tant bien que mal, de l'unité dans la diversité. Et encore, la diversité l'emporte de loin sur les tentatives d'unification. La rupture avec les Yougoslaves, ordonnée par Staline, et qui se perpétue, a donné naissance à une sorte de protestantisme communiste.

La rupture des Chinois, qui, sans attendre d'être excommuniés, ont accusé les Soviétiques d'hérésie majeure, fait de Pékin la deuxième Rome, siège d'une Eglise orientale qui rayonne, bien plus que Moscou sur les pays du tiers monde. Les communistes des pays pauvres se sentent plus liés aux autres partis du tiers monde qu'aux communistes des pays développés. A l'antagonisme, réputé irréductible, entre l'Est et l'Ouest, se superpose l'antagonisme entre le Nord et le Sud de la planète; l'antagonisme des classes se double d'un antagonisme entre les nations riches, qui dominent le monde, et les nations pauvres qui cherchent à sortir de leur sous-développement.

C'est dans ce climat de diversité que s'insère la fronde des partis communistes de l'Europe occidentale. Avec chaque jour plus d'assurance et d'éclat, ils affirment leur « quant à soi », se déclarent « adultes », répudient publiquement le modèle soviétique, lui opposent leurs propres voies devant mener au socialisme. Cette fronde occidentale s'est

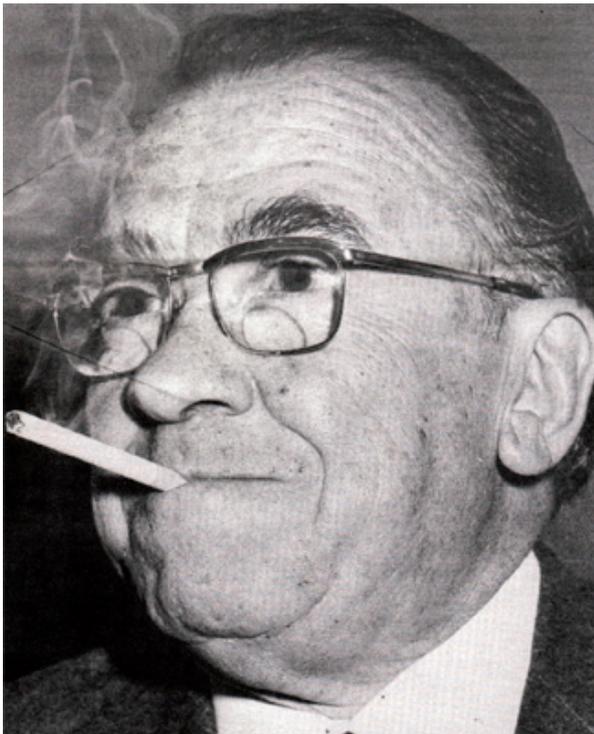
étalée, sans gêne ni vergogne, lors de la conférence des 29 partis communistes européens, tenue à Berlin-Est en juin dernier. Les partis au pouvoir en Europe de l'Est ont dû affronter les réserves et critiques des partis d'opposition en Europe de l'Ouest. On n'est pas allé jusqu'à la scission, on a même élaboré, au prix de concessions réciproques — surtout soviétiques — un *modus vivendi*. Mais le fossé s'est encore

élargi entre ceux qui défendent les situations acquises et se complaisent dans un immobilisme boudeur, et ceux qui se préparent à assumer, dans des conditions tout-à-fait différentes, les responsabilités du pouvoir.

La déclaration finale se contente de conseiller aux différents partis de faire converger leurs actions. Elle ne parle que de ce qui unit ; les orateurs de ce qui divise. Il ne suffit pourtant pas de taire les désaccords pour en réduire la portée. Or, leur portée est considérable. Elle va de l'abandon de la dictature du prolétariat, du rôle dirigeant du parti communiste, de la conquête révolutionnaire du pouvoir, au respect de la démocratie, de la légalité existante et de la pluralité politique pendant la période de transition au socialisme. En vain les théoriciens soviétiques et leurs satellites avaient mis en garde les communistes occidentaux contre la déviation social-démocrate. En vain, Souslov lui-même, le pape de l'orthodoxie, avait rappelé les enseignements de Marx et de Lénine. On lui a répondu, avec pas mal de désinvolture, qu'il retardait sur le calendrier de l'histoire et qu'un bon marxiste ne devait pas transposer automatiquement, sur une période nouvelle, une stratégie dépassée.

oui et non... sauf exception

Le problème est là. Peut-on appliquer hors de l'espace et de la durée, une théo-



Santiago Carillo, Secrétaire du Parti communiste espagnol



Georges Marchais, Secrétaire Général du Parti communiste français

rie immuable, une stratégie unique ? « Oui », pour l'essentiel, affirment les Soviétiques « Non », pour l'essentiel, répliquent les communistes occidentaux. L'affaire se complique car les gardiens vigilants de la doctrine ne la respectent que dans la mesure de leurs besoins. La dictature du prolétariat n'existe plus en URSS, où le socialisme serait construit depuis 1936, où l'Etat ne serait plus « l'appareil d'oppression d'une classe par une autre », mais « l'Etat de tout le peuple », s'imposant à lui-même une sévère, et combien attentive, auto-discipline.

Peut-on construire le socialisme dans le respect de la démocratie, après avoir accédé au pouvoir par la voie légale ? « Non », sauf exception, maintiennent les Soviétiques. « Oui », sauf exception, déclarent les communistes occidentaux. Ainsi se séparent et s'opposent les deux voies devant mener au socialisme. Derrière chaque énonciation théorique ou stratégique se dissimule un souci tactique, un objectif concret, sinon immédiat. Pour les Soviétiques, celui du maintien du statu quo ; pour les communistes occidentaux, celui de la participation au gouvernement.

Comment admettre une certaine solidarité avec les pays de l'Europe de l'Est, sans se fermer les avenues du pouvoir ? Tel est le problème qu'ont dû affronter ces derniers. Ils ont été amenés à conclure que le soutien inconditionnel de l'URSS, que l'approbation sans réserve de son régime intérieur ne pouvaient que leur nuire. Le reste est venu de surcroît. Plus la perspective d'accéder au pouvoir était proche, plus la distanciation par rapport à l'URSS était grande. Rien d'étonnant alors à ce que le plus puissant parti communiste d'opposition, celui d'Italie, ait été le premier, face aux échéances rapides, face aux ébranlements, à affirmer sa totale indépendance et sa volonté d'élaborer et de réaliser son propre modèle de société socialiste.

La souveraineté absolue de chaque parti, le respect de non ingérence dans les affaires d'un parti-frère, le droit de critique réciproque, comme le droit, pour les partis et mouvements alliés des communistes de préserver leur autonomie, tout cela qui aurait semblé inconcevable il y a encore dix ans,

a été non seulement proclamé, avec une sereine assurance, mais mis en application sans attendre l'approbation du « frère aîné » soviétique. Et ce frère aîné a dû s'incliner pour éviter la rupture et admettre l'existence, sans le dire, d'un eurocommunisme, si différent du sien propre.

L'exemple italien n'est pas resté isolé. Sans parler des partis britanniques et Scandinaves et, a fortiori, du parti hollandais ultra-hétérodoxe, qui avaient assoupli plus tôt leur politique et leur structure, c'est le parti communiste espagnol qui a pris ses distances avec Moscou en période de franquisme finissant.

Ayant rompu résolument avec le centralisme maoïste, partisan de l'autonomie des ethnies minoritaires et d'une large décentralisation provinciale, le PCE a capté la sympathie de familles politiques dont il fut longtemps éloigné. Son projet d'union démocratique contre le franquisme a abouti à la création d'une « coordination démocratique » allant des monarchistes libéraux, à travers les démocrates chrétiens, jusqu'aux social-démocrates. Cette vaste alliance dont se méfiait d'abord le parti socialiste ouvrier, a pris de telles dimensions que le groupement animé par les socialistes a été amené à coopérer avec elle.

L'abandon par le PCE de toute référence au modèle soviétique, à la dictature du prolétariat et au rôle dirigeant du parti, a eu pour effet de mécontenter Moscou. Ses remontrances étant restées sans effet, croyant le PCE à la fois très faible et très attaché à l'URSS.

Les dirigeants du PCUS y ont suscité une dissidence en mettant à sa tête le général Lister, héros de la guerre civile et prosoviétique inconditionnel. Mal leur en a pris, car l'aventure listérienne n'a trouvé aucun écho dans les rangs du parti tant en émigration qu'en Espagne.

rattraper le temps perdu

Plus surprenante et encore plus rapide a été l'évolution du Parti communiste français, le plus prosoviétique des trois grands partis occidentaux. Son secrétaire général actuel, Georges Marchais, qui a pris la succession de Waldeck-Rochet, brisé par l'invasion de la Tchécoslovaquie, publiquement désavoué par son parti, s'est toujours montré, en bon disciple de Maurice Thorez, d'une exemplaire orthodoxie.

Certes, le PCF reste hostile à la petite Europe et prône toujours la totale indépendance de la France comme il reste réticent à la libéralisation de son régime intérieur ; mais sur d'autres points, un rapprochement profond s'est opéré entre les deux grands

partis. Il s'est exprimé notamment par une attitude de plus en plus critique du PCF à l'égard de la politique intérieure de l'URSS. A propos de l'expulsion de Soljénitsyne, d'un camp de travail forcé à Riga, de l'internement de Pliouchtch dans un asile psychiatrique, la direction du PCF a nettement fait connaître sa désapprobation et s'est même associée à un meeting de protestations, en s'exposant à de vifs reproches du PCUS.

Son 22^e Congrès, convoqué en 1976, a fait le bilan de cette brusque mutation. Abandon éclatant de la dictature du prolétariat, ralliement à un modèle du socialisme aux « couleurs de la France », affirmation de l'indépendance du parti à l'égard de l'URSS, sans que soient desserrées les contraintes intérieures, tous ces gestes, bien accueillis par la majorité des membres du parti, ne se sont heurtés qu'aux réticences de quelques cadres moyens âgés et au refus d'un groupe d'althussériens, prestigieux mais peu influents.

Comme pour rattraper le temps perdu, le PCF a précipité le processus d'affranchissement à l'égard de l'URSS. Sans adhérer explicitement à « l'eurocommunisme », et tout en s'abstenant de critiquer le Parti communiste portugais, comme l'ont fait le PCI et le PCE, le PCF s'est rallié corps et âme à la fronde ouest-européenne.

Il reste que, quels que décevants qu'aient été pour les Soviétiques les résultats de la conférence de Berlin-Est, ils ne sont cependant pas négligeables. Il n'y a pas eu de rupture : des deux côtés on avait tout fait pour l'éviter. On n'a pu y parvenir que grâce à la reconnaissance du « droit à la différence » et de la souveraineté absolue de chaque parti communiste national et à l'abandon de toute velléité d'imposer l'unité stratégique et doctrinale. C'est Santiago Carrillo qui a été là-dessus le plus explicite en déclarant à Berlin-Est : « les différences ne conduiront à aucun schisme, à condition que l'on n'élève pas en dogme ses propres conceptions, »

Victor FAY ■